



Rapport d'activité

2019



Sommaire

| | |
|--|----|
| Les chiffres-clefs de 2019 | 3 |
| Rapport moral du Président | 4 |
| Rapport financier | 5 |
| Contexte politique : les négociations pour la réforme de la PAC | 8 |
| Les temps forts de l'année | 9 |
| La parution de l'Atlas de la PAC | 9 |
| Le Salon international de l'agriculture et la campagne « Tablons sur nos paysans » | 10 |
| Les tables de débat pendant la campagne des élections européennes | 12 |
| La publication de nos propositions pour la mise en place de paiements pour services environnementaux et de bien-être animal dans la PAC post 2020 | 14 |
| L'Agroparade du 22 octobre à Strasbourg | 15 |
| Présentation des réflexions sur l'intégration de l'alimentation dans la PAC devant les députés du groupe trans-partisan « Accélérons la transition » | 18 |
| Fonctionnement de la plateforme | 19 |
| Instances | 19 |
| Réseaux | 19 |



Les chiffres-clefs de 2019

41 organisations membres

Depuis l'AGE du 15 novembre 2019, le nombre d'organisations adhérentes a dépassé le seuil de 40. Sur l'année 2019, la plateforme *Pour une autre PAC* a enregistré huit nouvelles adhésions: Afac-Agroforesteries, RESOLIS, les Amis de la Conf, Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, RENETA, Humanité et Biodiversité, Citoyens pour la Climat et Secours Catholique.

2 321 186 vues sur nos vidéos Facebook

Les vidéos publiées sur le compte Facebook de *Pour une autre PAC* en 2019 ont cumulé un total de vues dépassant les deux millions. Ce bon résultat est principalement dû à la campagne « Tablons sur nos paysans », composée de onze vidéos ayant été partagées par nombre des organisations membres de la plateforme.

3 849 heures de bénévolat dont a bénéficié l'association

Le temps de travail dont les organisations membres font don à la plateforme constitue la ressource la plus précieuse pour le travail collectif de *Pour une autre PAC*. Outre le bénévolat de la part des organisations membres, des personnes physiques ont également donné de leur temps pour appuyer la plateforme sur des tâches ponctuelles: animation d'un stand au Salon international de l'agriculture, relecture ou traduction de documents, etc. Enfin, *Pour une autre PAC* a bénéficié en 2019 de prestations gratuites de la part d'avocats.

62 reprises par les media

Sur 2019, la plateforme *Pour une autre PAC* a obtenu une soixantaine de mentions, interviews ou reprises de ses communiqués de presse. Parmi les reprises médiatiques, on recense une très faible proportion de media TV et une forte part de presse écrite et radio. Les reprises médiatiques ont été concentrées autour des quelques grandes actions de sensibilisation ou mobilisation mises en œuvre par la plateforme.

83 candidats à l'élection européenne ayant participé à nos tables de débat

Au mois de mai, soit pendant la campagne pour l'élection européenne, *Pour une autre PAC* a organisé des tables de débat sur le thème de la PAC, dont l'objet était de rassembler autour d'un même lieu d'échange des citoyens, des paysans et des candidats à l'élection. Au total, ce sont plus de quatre-vingt candidats qui ont répondu favorablement à notre sollicitation, avec toutefois une faible représentation des listes situées à droite de l'échiquier politique.

9 réunions de concertation multi-acteurs sur la réforme de la PAC

En tant qu'instance représentative de la société civile et seul acteur réunissant des organisations paysannes et non agricoles, *Pour une autre PAC* compte parmi les parties prenantes officiellement consultées par le gouvernement français pour la réforme de la PAC. C'est ainsi que la plateforme a été amenée à participer à une petite dizaine de réunions consultatives mélangeant des organisations professionnelles agricoles, une multitude d'institutions publiques et des ONG.

Rapport moral du Président

Jacques Morineau, paysan en polyculture-élevage en Vendée et issu du Réseau CIVAM, a été élu Président de *Pour une autre PAC* lors de l'Assemblée générale du 20 mars 2019. Il avait cependant déjà secondé le président sortant, Quentin Delachapelle, au travers d'une fonction de porte-parolat depuis décembre 2018. Jacques Morineau dresse le bilan du contexte politique et du travail mené par *Pour une autre PAC* au cours de l'année 2019.

2019 aura été synonyme de montée en puissance pour *Pour une autre PAC* : montée en puissance des négociations pour la réforme de la PAC, montée en puissance de la plateforme dans le jeu d'acteurs, montée en puissance de notre réseau et de nos actions de mobilisation. Grâce à l'implication de nos organisations membres et grâce à la confiance accordée par nos bailleurs, nous sommes parvenus à donner vie à un collectif dynamique et écouté.

Aux yeux des sympathisants de nos organisations membres comme à ceux des décideurs politiques, *Pour une autre PAC* constitue désormais le visage d'un projet alternatif pour la PAC. Nous occupons le terrain de ceux qui croient en l'importance d'une politique européenne forte mais remettent en cause la manière dont cette PAC fonctionne aujourd'hui et dénoncent l'absurdité du système agricole et alimentaire encore dominant aujourd'hui.

« La plateforme *Pour une autre PAC* incarne elle-même la PAAC que nous voulons ! »

On pourrait même dire que la plateforme *Pour une autre PAC* incarne elle-même la PAAC que nous voulons ! En mettant en discussion nos idées respectives pour la réforme de la PAC, nous organisons la consultation et la recherche de compromis indispensables à l'élaboration d'une Politique juste et cohérente. En affirmant l'importance du soutien public à l'Agriculture et l'Alimentation, nous replaçons ce secteur au centre des enjeux de société. Enfin, en faisant collaborer organisations paysannes et ONG, en construisant un tissu de partenaires européens, nous donnons tout son sens au caractère Commun de la politique agricole.

Nous avons posé les jalons nous permettant d'aborder l'année 2020 en étant prêts pour le défi qu'elle représente pour la réforme de la PAC. Plus que jamais, *Pour une autre PAC* compte faire entendre la voix des paysans et des citoyens réunis pour changer de politique agricole ! Restons mobilisés, ensemble, pour faire de la prochaine PAC le levier d'un nouveau modèle agricole !

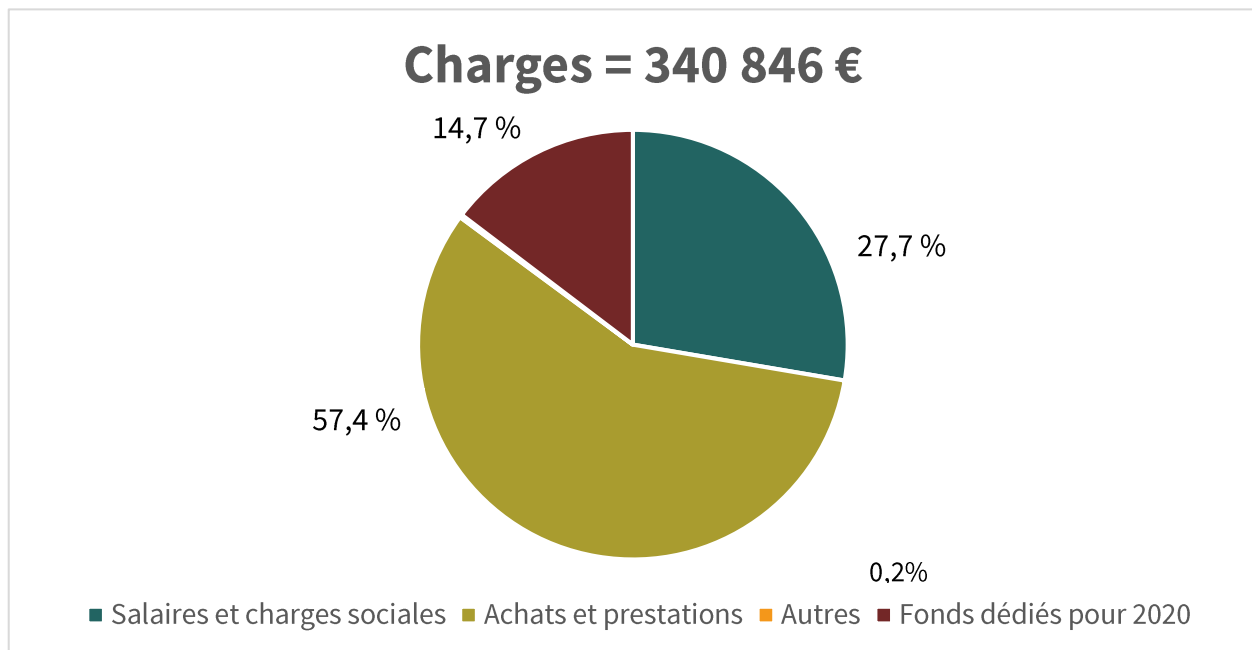
Jacques Morineau,
président de *Pour une autre PAC*



Rapport financier

L'année 2019 s'est traduite par un essor des ressources de *Pour une autre PAC*. Son budget a été de 343 119 € (total des produits) – en augmentation de 70% par rapport à 2018, avec un résultat net excédentaire de 2 273 €. Les dépenses de l'association ont été majoritairement liées aux deux postes salariés et aux projets de sensibilisation et mobilisation citoyennes. Bien que toujours dépendante de la générosité d'acteurs privés (subventions de fondations et mécénat d'entreprise), la plateforme a élargi son portefeuille de bailleurs au cours des douze derniers mois.

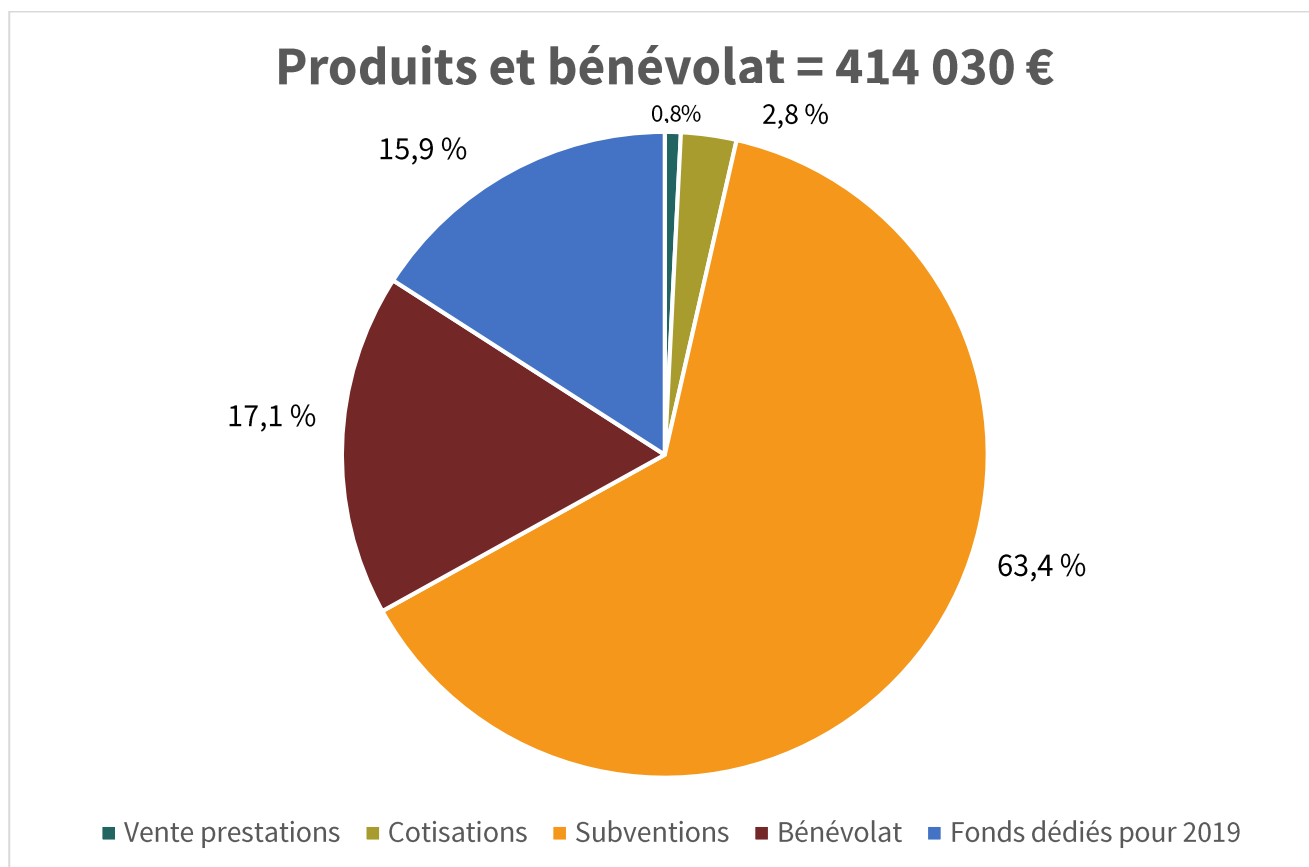
Le bilan comptable 2019 de *Pour une autre PAC* est de 232 016€, ce qui est quasiment identique à celui de l'année précédente. Ce bilan intègre 65 909€ de fonds dédiés constitués en 2018 au profit de projets réalisés au premier semestre 2020, ainsi que 50 000 € de nouveaux fonds dédiés constitués en 2019 au profit d'un projet à réaliser en 2020.



Le premier poste de charges de l'association a été en 2019 les achats de produits et services, à hauteur de 195 783 €, montant dont 53 % est lié au projet de campagne « Tablons sur nos paysans » et le stand au Salon de l'agriculture. Le poste de dépense des « achats et prestation » englobe également les ressources humaines de l'association fournies par les organisations membres bénéficiant d'une indemnisation de leur temps de travail, soit lorsqu'elles assurent l'animation d'un groupe de travail, soit au titre de leur participation au comité de pilotage. L'indemnisation du temps de travail des organisations membres s'est élevée à 19 150 € sur l'année. Concernant les charges de personnel de l'association, qui composent le deuxième poste de dépense, celles-ci englobent 1,8 ETP (1 ETP sur tout l'année et 1 autre sur 10 mois de l'année).

Du côté des ressources de l'association, elles sont extrêmement majoritairement dues au mécénat et aux subventions privées, qui se sont élevés à 262 402 €. Le premier bailleur de l'association reste la Fondation Daniel et Nina Carasso. Il est à noter toutefois que la part de financement provenant de cette fondation est en baisse par rapport à l'année précédente. Cela s'explique par le fait que *Pour une autre PAC* a augmenté la diversité de ses bailleurs, en obtenant ainsi pour la première fois des financements de la part de Patagonia et de la Fondation Ekibio. En 2019, *Pour une autre PAC* n'a bénéficié d'aucune subvention publique. Par ailleurs, les cotisations des organisations membres représentent la même part dans les produits que l'année précédente, soit environ 4%.

Enfin, un volume horaire de bénévolat très important est fourni par l'ensemble des organisations membres ainsi que leurs groupes locaux, complété par l'intervention bénévole de quelques experts (personnes ressources de l'association, avocats). C'est ainsi que pour 2019, *Pour une autre PAC* peut valoriser 70 911 € de bénévolat, correspondant à 3 848 heures de travail.



Sur l'année 2019, *Pour une autre PAC* a bénéficié du soutien financier des bailleurs suivants :



Contexte politique : les négociations pour la réforme de la PAC

Si 2018 avait été marquée par la publication de la proposition législative de la Commission européenne, l'année 2019 s'est quant à elle illustrée par le fait que les deux colégislateurs européens, à savoir le Conseil des ministres de l'agriculture et le Parlement européen, se sont chacun saisi du dossier et ont avancé dans leurs prises de position respectives. En effet, le nombre de réunions, au niveau technique comme politique, s'est démultiplié au Conseil. Au Parlement européen, les commissions ont rendu leurs avis respectifs sur les textes proposés avant l'élection européenne de mai 2019, mais il n'y a pas eu d'accord au niveau européen sur la réforme de la PAC avant cette date.

C'est la raison pour laquelle le jeu a été ensuite perturbé par les conséquences de l'élection. Pendant plusieurs semaines, le travail a été suspendu, en attendant de savoir si les nouveaux eurodéputés reprendraient à leur compte le travail de leurs prédécesseurs ou s'ils souhaitent au contraire le refaire. À la rentrée, les négociations au niveau européen ont enfin repris, suite à l'entrée en fonction des nouveaux eurodéputés. La répartition de compétences entre la commission du Parlement européen en charge de l'agriculture et celle en charge de l'environnement sur la réforme de la PAC a fait l'objet de discussions houleuses, qui se sont soldées par un gel du travail sur ce dossier en COMENVI.

Du côté du Conseil, la présidence finlandaise, en fonction au deuxième semestre 2019, n'est pas parvenu à trouver un accord entre les États membres sur la réforme de la PAC ; elle s'est contentée de fournir un rapport d'avancement. Enfin, du côté de la Commission, un nouveau commissaire européen à l'agriculture est entré en fonction au 1^{er} décembre, le Polonais Janusz Wojciechowski. Ce dernier a confirmé qu'il ne souhaitait pas présenter de nouvelle version de la proposition législative pour la réforme de la PAC, mais bien que les discussions avancent sur le texte conçu par son prédécesseur. En parallèle, la nouvelle Commission européenne a annoncé sa volonté de mettre en place une stratégie européenne baptisée « Farm to fork » durant son mandat, dont les interactions avec la réforme de la PAC ne sont pas claires, ce qui a pu contribuer à ralentir un peu la reprise des négociations sur la PAC.

Au niveau national, les États membres ont mis en place leurs équipes internes de préparation de leur futur Plan Stratégie National (PSN) sur la PAC, ainsi que les processus de consultation des parties prenantes. À partir d'octobre, la France a véritablement commencé à préparer son PSN, document clef pour la mise en œuvre de la prochaine PAC dans le pays. La première étape de la préparation du PSN repose dans l'établissement d'un diagnostic des secteurs agro-alimentaire et forestier du pays, suivie d'une matrice AFOM et de l'identification de besoins. C'est dans cette perspective que le ministère de l'agriculture, celui en charge de l'environnement et les Régions de France ont organisé la consultation des parties prenantes fin 2019. Enfin, le 2 octobre 2019, il a été officiellement annoncé que la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) organiserait en 2020 un débat public sur la réforme de la PAC.

En fin d'année 2019, un flou régnait toujours sur la date d'entrée en vigueur de la réforme de la PAC : s'agira-t-il de 2022 ou de 2023 ? Dans les deux cas, une année intense et charnière de négociations s'annonce pour 2020, à la fois au niveau européen et au niveau français.

Les temps forts de l'année

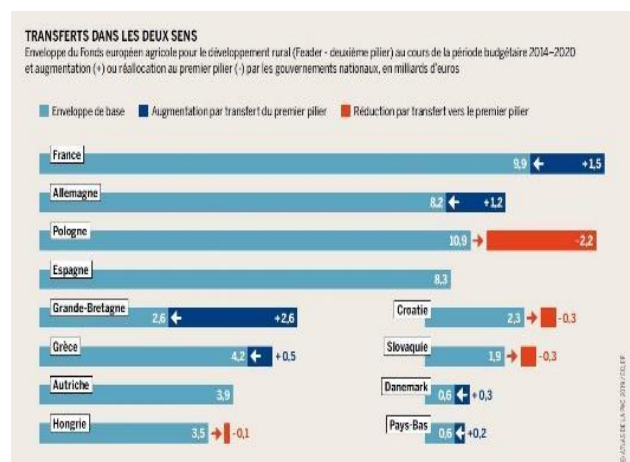
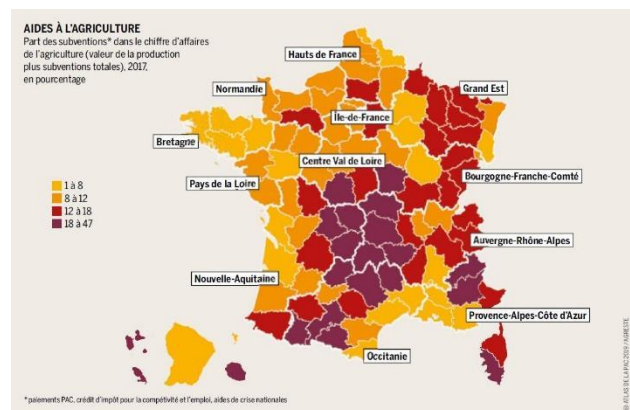
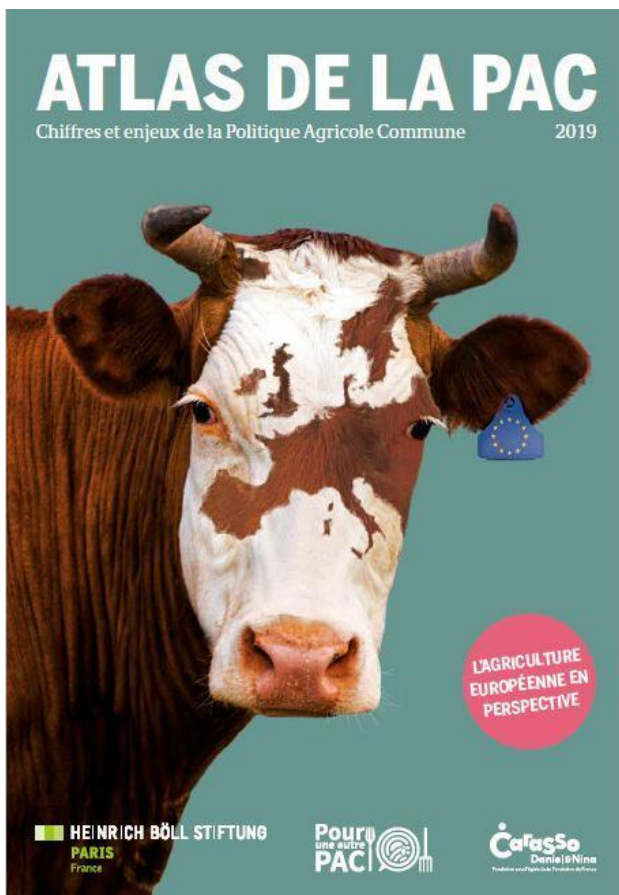
La parution de l'Atlas de la PAC

Publié en février 2019, l'Atlas de la PAC met en perspective l'agriculture européenne, au regard de l'évolution et des besoins en réforme de la politique agricole de l'Union européenne.

Grâce à ses nombreux articles et graphiques, il permet de découvrir ou mieux saisir les différentes facettes de la Politique Agricole Commune, méconnue de nombre de citoyens européens et perçue comme trop complexe même par celles ou ceux qui l'appréhendent au quotidien.

L'Atlas de la PAC a pour objectif de mettre en lumière le caractère structurant de la PAC pour le système agricole des pays de l'UE comme sur notre modèle alimentaire. Il vise aussi à pointer ses effets – positifs ou négatifs – sur l'emploi, la santé publique, les pays-tiers, l'environnement, ou encore le bien-être animal.

L'Atlas de la PAC est une publication de la plateforme *Pour une autre PAC* et de la fondation Heinrich-Böll (bureau de Paris), réalisée avec le soutien de la Fondation Daniel et Nina Carasso.



Le Salon international de l'agriculture et la campagne « Tablons sur nos paysans »

La campagne « Tablons sur nos paysans » est née de la volonté d'organisations françaises réunies autour des questions de valorisation du métier de paysan, de mettre en lumière les rôles des paysans encore trop méconnus. La plateforme Pour une autre PAC a porté cette campagne de sensibilisation sur les multiples facettes du métier de paysan et les différents enjeux associés, qui nous concernent tous, en tant que citoyens du monde et acteurs de notre société.

La campagne « Tablons sur nos paysans » visait à faire prendre conscience au grand public de la richesse des apports de l'agriculture paysanne à la société. Cette campagne a été conçue comme la première étape d'une appropriation du sujet par les citoyens, nécessaire afin de nourrir l'envie d'agir à nos côtés pour exiger, de nos dirigeants une autre politique agricole commune : juste, saine et durable. Cette campagne a été déployées via différents canaux, en privilégiant le volet digital.

- 2 visites de ferme à destination de journalistes les 14 et 15 février :
 - Ferme du plateau Briard (94), Sophie Besnard, avicultrice et vente directe
 - Ferme de Lumigny (77), Rémi Seingier, grandes cultures avec agroforesteries et transformation



- 1 tribune dans Le Monde le 23 février 2019 ;
- 1 stand au Salon international de l'agriculture qui a vu vivre, sur neuf jours des débats, des conférences, des ateliers pédagogiques, des projections et bien d'autres animations ;
- 1 vidéo illustrative de la PAC par le youtubeur Nicolas Meyrieux ;
- 10 portraits de paysans réalisés par Laurie Debove, journaliste indépendante, diffusés sur les réseaux sociaux, ainsi que sur le stand au Salon international de l'agriculture.



#ÀTable

UNE INITIATIVE DE :



AVEC LE SOUTIEN DE :

biocoop



Ces 10 portraits-vidéos de paysans français constituaient le cœur de notre propos. Ces hommes et ces femmes aux profils variés présentent les diverses facettes de leur métier et ses impacts sur leurs territoires respectifs. Le grand public, à la vue de ces témoignages, a pu prendre conscience du fait que le rôle des paysans dépasse largement le cœur de ce métier, à savoir la production alimentaire.

Chaque vidéo met l'accent sur deux rôles du métier de paysanne qu'il est primordial de valoriser, tels que la dynamisation du tissu rural, la création d'emploi, la transmission de savoirs et savoir-faire, la préservation de la biodiversité sauvage et cultivée, l'entretien des paysages et bien d'autres encore ! Les portraits ont été diffusés sur Facebook et Twitter tout au long du salon.



De plus, la plateforme *Pour une autre PAC* au travers de la campagne « Tablons sur nos paysans » a été présente au Salon International de l'agriculture, dans le hall 4. Le stand a été construit autour d'une table, symbole phare de la campagne, choisi pour sa capacité à réunir en un même endroit une multitude d'acteurs pour un moment de convivialité ou d'échange.

Le stand a accueilli tour à tour ateliers, débats, interviews, témoignages, conférences et autres ; autrement dit, une diversité de types d'animation visant tantôt un public expert ou professionnel, tantôt des visiteurs moins informés. À tout moment, des bénévoles des organisations membres de *Pour une autre PAC* ont été à disposition sur le stand pour présenter la plateforme, la campagne et les enjeux mis en avant. Notre ambition pour ce stand : apparaître, au sein du Salon international de l'agriculture, comme un espace de rencontre entre paysans, visiteurs et (futurs) décideurs, et mettre tout le monde autour de la table pour discuter ensemble du modèle agricole et alimentaire que nous voulons.



Les tables de débat pendant la campagne des élections européennes

Entre le 1^{er} et le 23 mai 2019, dans la dernière ligne droite de la campagne pour les élections européennes, Pour une autre PAC a organisé des tables de débat sur tout le territoire français, permettant à des candidats à l'élection, des paysans et des citoyens de discuter ensemble de leurs souhaits pour la réforme de la PAC. Ce projet a été rendu possible grâce à la formidable mobilisation des groupes locaux des organisations membres de la plateforme.

Ces tables de débat avaient pour triple objectif d'interpeller, d'informer et de mobiliser. Premièrement, il s'agissait d'interpeller les candidats à l'élection pour les amener à se positionner sur les 12 priorités de *Pour une autre PAC* pour la réforme de la PAC post 2020. Deuxièmement, les tables visaient à sensibiliser le public sur l'enjeu de la PAC en mettant ce sujet à l'agenda de la campagne. Troisièmement, le projet constituait une première mobilisation de terrain dans la perspective de faire progressivement monter la pression sur nos dirigeants pendant les deux années de négociation de la PAC.



La mobilisation des groupes locaux des organisations membres a permis la tenue de 30 événements, répartis sur 28 départements, de la Guadeloupe à la Seine-Saint-Denis, de la Haute-Garonne à la Côte-d'Or, de la Corse à la Charente-Maritime. En tout, ce ne sont pas moins d'une soixantaine de groupes locaux, issus de 17 organisations membres différentes qui se sont impliqués. La totalité des groupes locaux ayant contribué à la réalisation de ce projet ont indiqué, à l'issue de ce dernier, vouloir continuer à s'impliquer sur le sujet de la PAC dans les mois suivants.

En ce qui concerne la sensibilisation du grand public, le projet a rassemblé en tout entre 1700 et 2000 participants. Ces derniers ne sont pas repartis les mains vides des séances de débat puisqu'environ 1500 exemplaires de l'Atlas de la PAC et 1500 de la fiche des 12 priorités de *Pour une autre PAC* leur ont été distribués. La presse quotidienne régionale a répercuté le projet au travers de dix articles.



Enfin, pour ce qui a été de l'interpellation de candidats aux élections européennes, *Pour une autre PAC* a largement appuyé les groupes locaux dans l'envoi des invitations, si bien qu'en tout, 83 candidats ont participé aux tables de débat. Par ailleurs, grâce à la mutualisation du projet avec des initiatives menées par deux des organisations membres de la plateforme, à savoir Commerce équitable France d'une part et le Réseau Action Climat d'autre part, *Pour une autre PAC* a eu l'occasion, dans un autre contexte, d'interroger sur la PAC des candidats placés à des places éligibles sur leurs listes respectives. Au total, dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, *Pour une autre PAC* a ainsi échangé avec onze eurodéputés aujourd'hui en poste.

L'équipe de *Pour une autre PAC* a mis en ligne sur le site internet de la plateforme un compte-rendu de chacune des tables de débat, soulignant les principales questions ou préoccupations qui avaient été soulevées lors du débat en question et résumant les diverses positions exprimées par les candidats présents. Ces comptes-rendus représentaient aussi l'occasion de mettre en avant l'engagement des groupes locaux ayant contribué à l'organisation des événements.



le 23/05/2019,

Les groupes impliqués



Les candidats présents

| | | | |
|---|--|--|--|
| <p>Irène Tolleret</p>  <p>RE DES SÈDES</p> <p>Renaissance : liste Commune LREM, Modem, Agir Mouvement radical</p> | <p>Guillaume Cros</p>  <p>Europe Solidarité</p> <p>EELV</p> | <p>Nathalie Bourras</p>  <p>La France Insoumise</p> <p>La France Insoumise</p> | <p>Guilhem Roux</p>  <p>Urgence Ecologie</p> |
|---|--|--|--|

Quelques jours avant le premier tour de l'élection, *Pour une autre PAC* a publié sur le site internet de Mediapart une tribune co-signée par la totalité de ses organisations membres. Cette tribune dressait le bilan des tables de débat et invitait les citoyens à prendre en considération l'enjeu agricole et alimentaire dans leur vote.



Élections européennes & PAC

Politique Agricole Commune

tou-te-s à table pour en débattre !

| | | |
|-------------------------|---------|--------------------------|
| DATE | HORAIRE | LIEU |
| STRUCTURE ORGANISATRICE | | CANDIDAT-E-S PRÉSENT-E-S |



La publication de nos propositions pour la mise en place de paiements pour services environnementaux et de bien-être animal dans la PAC post 2020

Pendant une dizaine de mois, la plateforme Pour une autre PAC a travaillé à élaborer des propositions pour la mise en place de paiements pour services environnementaux et de bien-être animal dans la PAC post 2020, constituant la potentielle déclinaison française du futur « ecoscheme » (la nouvelle mesure verte du 1^{er} pilier dans la prochaine PAC). Le fruit de ces réflexions a été exposé dans cette note publique, diffusée à l'été 2019. Ce travail illustre la capacité des organisations paysannes, environnementales, de bien-être animal, de solidarité internationale et de citoyens -consommateurs membres de Pour une autre PAC, à construire et porter collectivement non seulement une vision politique, mais aussi des suggestions détaillées de mesures.

Pour Pour une autre PAC, la mise en place de paiements pour services environnementaux (PSE) et de bien-être animal constitue l'un des trois volets nécessaires et complémentaires de l'architecture environnementale de la prochaine PAC. Elle est indissociable du renforcement des conditions d'accès aux aides (la conditionnalité) et de l'accompagnement des paysans aux changements de pratiques (2^e pilier). En effet, si les propositions de la plateforme font des PSE un outil ambitieux et sélectif, l'accompagnement de la transition doit être massif, ouvert sur tout le territoire et doté d'un budget conséquent.

La mise en place de véritables PSE, dépassant l'approche du manque à gagner, suit l'évolution de gouvernance qui semble se dessiner pour l'avenir de la PAC : elle s'inscrit dans une approche programmatique, où les États membres sont responsables des performances ou résultats atteints grâce à leurs choix politiques. Introduire des paiements pour services environnementaux et de bien-être animal dans la prochaine PAC ouvre ainsi la voie à une généralisation de la logique de rémunération des services rendus par les agriculteurs à la société dans les futures politiques agricoles.

Tel que définies par Pour une autre PAC, les services environnementaux et de bien-être animal sont les services fournis par les paysans, qui contribuent à la préservation et à l'amélioration de notre patrimoine commun, l'environnement, notamment la biodiversité et le climat et à la santé et au bien-être des animaux d'élevage. Ces services sont rendus à la société en général grâce à des pratiques intégrées dans l'itinéraire de production des paysans, dans une approche globale et autant que possible, dans une démarche collective et territoriale.

La mise en place de paiements pour services a pour objectif de rémunérer des pratiques vertueuses pour l'environnement, la biodiversité, le climat ou le bien-être animal mises en place par les paysans dans leur activité agricole. À l'inverse, il ne s'agit pas de rémunérer par le biais des paiements pour services des pratiques permettant de simplement réduire un impact négatif.

Les paiements pour services environnementaux ou de bien-être animal constituent la rémunération d'un contrat social entre la société et des paysan·ne·s, par consentement réciproque, pour la réalisation d'un service environnemental ou de bien-être animal. Ainsi, il s'agit bien de rémunérer la mise en place de pratique par un actif agricole, et non la surface support du service, ce qui exclut une approche fondée sur une monétarisation de la nature.

Dans ses propositions, Pour une autre PAC préconise la mise en place de quatre composantes de PSE :

- infrastructures agroécologiques,
- gestion de l'assolement,
- prairies,
- agriculture biologique.

À cela s'ajoutent deux composantes pour des paiements pour service de bien-être animal qui, par souci de simplification et de complémentarité avec d'autres mesures, ont été axées vers les monogastriques :

- porcins avec option « engraissement » ou option « naissance »,
- volailles avec option « absence de mutilation » ou option « plein air super-aménagé ».

L'Agroparade du 22 octobre à Strasbourg

Avant l'entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne, la plateforme Pour une autre PAC et son homologue allemande Wir Haben Es Satt ! ont organisé le 22 octobre 2019 une grande mobilisation devant le Parlement européen de Strasbourg. L'objectif était d'afficher le caractère capital de la réforme de la PAC pour demander à nos dirigeants européens une nouvelle PAC juste, cohérente et durable. Cette mobilisation s'inscrivait dans le cadre des journées européennes d'action 2019 organisées par le mouvement paneuropéen « Good Food, Good Farming ».



Ce 22 octobre 2019, 850 personnes ont relié la Place de l'Université au Parlement européen de Strasbourg par un cortège festif sous forme d'agro-parade qui a donné à voir la diversité des sujets et des personnes touchés par la PAC : paysans venant pour certains avec leurs tracteurs, apiculteurs, jeunes générations et personnes plus âgées, activistes du climat ou de la biodiversité, militants du bien-être animal, etc. Le cortège était clôturé par une « manifestation égoïste » singeant l'agro-industrie en prétendant défendre ses privilèges indus.

Une fois devant le Parlement, le mouvement « Good Food, Good Farming » a exposé ses revendications pour la prochaine Politique Agricole Commune aux eurodéputés venus à la rencontre des manifestants. Ainsi, agro-parade, prise de parole, action et réception au Parlement se sont enchaînées tout au long de la journée du mardi 22 octobre 2019 pour exhorter les nouveaux eurodéputés à travailler sur une réforme ambitieuse de la PAC.



9h30 Conférence de presse



11h00 Agroparade



12h30 Buffet paysan



13h00 Prises de paroles



13h30 Action « die-in »



16h30 Réception au Parlement

L'organisation de l'agro-parade a été rendue possible grâce à l'implication sans faille de groupes locaux d'organisations membres de *Pour une autre PAC* situés en région Grand est. Dix-huit organisations ont répondu à l'appel de deux plateformes française et allemande à se mobiliser et à exprimer leurs attentes pour l'avenir de la politique agricole de l'UE face à leurs dirigeants. Le cortège, joyeux et coloré, était ouvert par cinq tracteurs. Deux animaux géants se déplaçaient également au rythme de percussions.

Au bilan, l'événement a généré 42 000 vues sur la page Facebook de *Pour une autre PAC*. De plus, on dénombrait 25 eurodéputés sur l'esplanade d'arrivée de la manifestation devant le Parlement européen, issus de groupes politiques et d'États membres variés.



En amont, une tribune, co-signée par la totalité des organisations membres de Pour une autre PAC, avait été publiée dans la version papier du Parisien afin d'appeler ses lecteurs à rejoindre l'agro-parade. L'annonce de cette tribune sur Tweeter avait généré 117 retweets.

Au global, la couverture médiatique de l'événement aura été un de ses succès. En plus de la tribune, deux articles avaient fait mention de l'agro-parade en amont. Le jour J, une dizaine de media étaient présents et ont couverts l'action. Le lendemain, l'agro-parade faisait la une de deux journaux: Dernières Nouvelles d'Alsace et Ouest France. Pour le reste, l'agro-parade a généré une dépêche de l'AFP, des articles du Monde, de Mediapart, ou encore de la presse agricole, des passages télé sur Arte et France 3 Grand est, deux passages radio et une couverture large par des media allemands et européens anglophones.



En parallèle de la journée de mobilisation, une exposition baptisée « Représenter le présent et le futur de l'agriculture européenne » et basée sur les visuels de l'Atlas de la PAC, a été inaugurée au Parlement européen de Strasbourg sur initiative des eurodéputées Tilly Metz (eurodéputée luxembourgeoise du groupe des Verts) et Maria Noichl (eurodéputée allemande de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates).

Après les discours inauguraux des deux eurodéputées invitantes, trois intervenants se sont succédés pour apporter leur point de vue sur la situation agricole de l'UE, les négociations en cours pour la réforme de la PAC et la prise en compte des demandes citoyennes dans ce processus. La réception fut aussi l'occasion de filmer des capsules vidéos, diffusées plus tard sur la chaîne Youtube et la page Facebook de *Pour une autre PAC*.



Présentation des réflexions sur l'intégration de l'alimentation dans la PAC devant les députés du groupe trans-partisan « Accélérons la transition »

Le 6 novembre 2019, quelques représentantes de *Pour une autre PAC* ont présenté devant des députés ou collaborateurs parlementaires les motivations et propositions de la plateforme pour intégrer l'enjeu de l'alimentation dans la PAC post 2020.

Au cours d'un petit-déjeuner débat à l'Assemblée nationale, *Pour une autre PAC* a eu l'occasion d'échanger avec 27 députés ou collaborateurs (en majorité des députés eux-mêmes), dont deux présidentes de commission (Barbara Pompili pour la commission du développement durable et Sabine Thillaye pour la commission des affaires européennes). L'événement a été rendu possible grâce à trois députés hôtes : Guillaume Garot (PS), Dominique Potier (PS), Sandrine Le Feur (LREM).



La plateforme *Pour une autre PAC* a transmis un message de nécessaire re-légitimation de la PAC aux yeux des citoyens européens, ce qui passe par la mise de cette politique au service de l'assiette des Européens. Devant les députés, les représentantes de la plateforme ont insisté sur le fait que l'alimentation apparait comme le meilleur moyen pour recréer du lien entre les agriculteurs et leurs concitoyens. En effet, par le biais de l'alimentation, on peut répondre à tous les défis auquel la PAC post 2020 doit répondre : valorisation du métier de paysan, transition agroécologique, dynamisme des zones rurales, bien-être animal, cohérence avec la politique de développement.



Pour cette présentation, *Pour une autre PAC* est revenue sur les cinq objectifs pour lesquels la plateforme entend intégrer l'alimentation dans la prochaine PAC. Pour chacun d'eux, il s'agissait d'en exposer la portée politique, de lister les interventions de la PAC ciblées, puis de rentrer dans les détails de nos propositions pour quelques mesures telles que les aides couplées, les aides à la diversification ou encore le remboursement des aides PAC en cas d'export hors UE.

Les cinq objectifs pour l'enjeu alimentaire présentés sont :

- souveraineté alimentaire européenne dans le respect de celle des pays du Sud,
- recherche d'autonomie alimentaire à l'échelle des territoires,
- accès de tous à une alimentation choisie, diversifiée et saine,
- qualité nutritionnelle de la production alimentaire,
- respect du bien-être des animaux pour les aliments d'origine animale.



Fonctionnement de la plateforme

Instances

- 3 assemblées générales
- 7 comités de pilotage
- Une trentaine de réunions de groupes de travail (GT) :
 - GT « PSE » : lancé en 2018 et clos en juin 2019
 - GT « intégration de l'alimentation dans la PAC » : lancé en septembre 2019
 - GT « accompagnement de la transition » : lancé en août 2019
 - GT « stratégie sensibilisation-mobilisation » : lancé en 2018 et clos en juin 2019
 - GT « campagne et SIA » : lancé en 2018 et clos en mars 2019
 - GT « tables de débat » : lancé en avril et clos en mai 2019
 - GT « Strasbourg » : lancé en juillet et clos en octobre 2019
- Deux salariés à temps plein de janvier à octobre, puis 1 salariée en novembre et décembre ; 2 stagiaires répartis sur trois mois
- Modifications statutaires :
 - Renforcement des échanges entre acteurs, ainsi que de la sensibilisation et de la mobilisation citoyennes dans l'objet de l'association
 - Nouvelle procédure de demande d'adhésion et mise en place d'une procédure de remise en cause de l'adhésion
 - Transformation des « membres individuels » en « personnes ressources »
 - Création d'un deuxième poste de représentant des organisations environnementales au comité de pilotage
 - Ajout des cotisations dans la liste des ressources de l'association

Réseaux

- Dix demandes d'adhésion, dont huit acceptées
- Constitution d'une liste électronique de sympathisants comptant 500 membres
- Une dizaine d'interventions ou formations auprès des organisations membres, ou de leurs groupes locaux
- Une quinzaine d'interventions dans des conférences ou événements organisés par des tiers
- 4 formations ou interventions en grande école
- 4 types de réseaux européens partenaires :
 - Mouvement paneuropéen de mobilisation citoyenne : « Good Food, Good Farming »
 - Coalition paneuropéenne sur les politiques agricole et alimentaires : « EU Food Policy Coalition »
 - Groupe d'échanges sur la préparation des PSN entre plateformes nationales
 - Échanges bilatéraux privilégiés avec deux plateformes homologues : « Por otra PAC » en Espagne et « Wir haben es satt » / « Verbändeplattform » en Allemagne

Membres

Les 41 organisations membres de Pour une autre PAC sont des associations, fondations et syndicats français de rayonnement national impliqués sur les enjeux agricole et alimentaire.

Organisations paysannes



Organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal



Organisations de citoyen·ne·s - consommateur·rice·s



Organisations de solidarité internationale



Contacts

Pour une autre PAC

🏠 47 avenue Pasteur
93100 Montreuil - France
☎ +33 (0)1 80 89 99 51
✉ contact@pouruneautrepac.eu

🌐 www.pouruneautrepac.eu
📱 @pouruneautrepac
📍 /PlateformePourUneAutrePAC
🗣 /PlateformePourUneAutrePAC